

Arrêté temporaire n°RA-23/1713
Portant réglementation du stationnement et de la circulation

**RUE FRANKLIN, AVENUE ARISTIDE BRIAND, RUE LOUIS PASTEUR, RUE DES BONNES GENS,
BOULEVARD DU PRESIDENT ROOSEVELT et AVENUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY**

Madame la Maire

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6
- VU l'ordonnance n° 45-1968 du 1er septembre 1945 relative à l'étatisation de la police dans la région de Strasbourg
- VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10
- VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU l'arrêté portant sur la délégation de signature de Mme le Maire

CONSIDÉRANT que des travaux pour réaliser divers sondages et essais pour le projet DMD rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers,

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique entendu

ARRETE

Article 1

Du 2 octobre 2023 au 31 octobre 2023, afin de permettre la réalisation de travaux pour réaliser divers sondages et essais pour le projet DMD, :

- RUE FRANKLIN, de l'AVENUE DE COLMAR jusqu'au BOULEVARD DU PRESIDENT ROOSEVELT
- AVENUE ARISTIDE BRIAND, du BOULEVARD DU PRESIDENT ROOSEVELT jusqu'à l'AVENUE FRANCOIS MITTERRAND
- RUE LOUIS PASTEUR, du PASSAGE CENTRAL jusqu'à la PORTE DE BALE
- RUE DES BONNES GENS, de la PORTE DE BALE jusqu'à l'AVENUE DU GENERAL LECLERC
- BOULEVARD DU PRESIDENT ROOSEVELT, de la RUE ENGEL DOLLFUS jusqu'à l'AVENUE DU PRESIDENT KENNEDY
- AVENUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY, de la PORTE DE BALE jusqu'à l'AVENUE CLEMENCEAU
- BOULEVARD DU PRESIDENT ROOSEVELT, de la RUE FRANKLIN jusqu'au PONT ANNA SCHOEN à MULHOUSE, le règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Ville de Mulhouse du 15 septembre 1967 est temporairement modifié conformément aux articles suivants, selon l'avancement des travaux et les besoins du chantier.

Article 2

À compter du 2 octobre 2023 et jusqu'au 31 octobre 2023, les prescriptions suivantes s'appliquent :

- RUE FRANKLIN, de l'AVENUE DE COLMAR jusqu'au BOULEVARD DU PRESIDENT ROOSEVELT
- AVENUE ARISTIDE BRIAND, du BOULEVARD DU PRESIDENT ROOSEVELT jusqu'à l'AVENUE FRANCOIS MITTERRAND
- RUE LOUIS PASTEUR, du PASSAGE CENTRAL jusqu'à la PORTE DE BALE
- RUE DES BONNES GENS, de la PORTE DE BALE jusqu'à l'AVENUE DU GENERAL LECLERC
- BOULEVARD DU PRESIDENT ROOSEVELT, de la RUE ENGEL DOLLFUS jusqu'à l'AVENUE DU PRESIDENT KENNEDY

:

- **La circulation est alternée par K10 ;**
- **Le stationnement des véhicules est interdit des 2 côtés. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;**
- **La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h ;**
- **Suppression des pistes cyclables, les cyclistes intégreront la circulation générale ;**
- **Les piétons sont invités à emprunter le trottoir opposé aux travaux par une signalisation adaptée ;**

Article 3

À compter du 2 octobre 2023 et jusqu'au 31 octobre 2023, les prescriptions suivantes s'appliquent AVENUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY, de la PORTE DE BALE jusqu'à l'AVENUE CLEMENCEAU et BOULEVARD DU PRESIDENT ROOSEVELT, de la RUE FRANKLIN jusqu'au PONT ANNA SCHOEN :

- **Le stationnement des véhicules est interdit des 2 côtés. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;**
- **La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h ;**
- **Suppression des pistes cyclables, les cyclistes intégreront la circulation générale ;**
- **Un rétrécissement de chaussée, compte tenu d'un empiètement temporaire sur une partie de la chaussée, entraîne une modification des conditions de circulation. La voie sera maintenue sur une largeur de 3 mètres ;**
- **Les piétons sont invités à emprunter le trottoir opposé aux travaux par une signalisation adaptée.**

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires seront mis en place par les soins et aux frais de l'entreprise ECR Environnement chargée des travaux.

La signalisation temporaire du chantier devra être conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (signalisation temporaire) du 7 juin 1977.

Article 5

Les véhicules qui stationneront en infraction seront enlevés et mis en fourrière aux frais et aux risques de leur propriétaire, conformément aux articles L 325-1 et R 325-12 et suivants du code de la route ou à l'article 17 du règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de Mulhouse du 15 septembre 1967.

Article 6

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Mulhouse et

M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mulhouse, le 22/09/2023

Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée



Claudine BONI DA SILVA

DIFFUSION:

- ECR Environnement
- Madame la Maire
- GROLLEMUND LABOROUTES

Les arrêtés de circulation sont mis à disposition du public à la Mairie sis 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse ou sis au Service Voirie 34 rue Lefebvre à Mulhouse.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.